



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Michael Hradecky
11 Laurier St/11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
12C1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 934-1235

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Business Operations Support Systems Division/Systèmes
de soutien des activités opérationnelles
Portage III 12C1 - 42
11 Laurier Street/11, rue Laurier
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet ePassport Solution		
Solicitation No. - N° de l'invitation B7021-170031/A		Date 2016-06-29
Client Reference No. - N° de référence du client B7021-170031		GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$XS-002-30320
File No. - N° de dossier 002xs.B7021-170031	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-11		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hradecky, Michael		Buyer Id - Id de l'acheteur 002xs
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2212 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 997-8303
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION 70 CREMAZIE STREET GATINEAU Quebec K1A1L1 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

Solution de passeport électronique – Services de conception, de production et de personnalisation

Demande de renseignements n° 1

Table des matières

Partie I : Processus de demande de renseignements	5
1. INTRODUCTION	5
1.1 Nature de la présente demande de renseignements	5
2. CONSIGNES À SUIVRE POUR RÉPONDRE À LA PRÉSENTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	5
2.1 Nature et format des réponses demandées	5
2.2 Coûts associés aux réponses.....	6
2.3 Traitement des réponses	6
2.4 Activité de suivi	6
2.5 Communication avec l'industrie	6
2.6 Contenu de la demande de renseignements.....	6
2.7 Format des réponses.....	7
2.8 Demandes d'information	7
2.9 Présentation des réponses.....	8
2.10 Surveillant de l'équité	8
Partie II : SOLUTION DE PASSEPORT ÉLECTRONIQUE – CONTEXTE; OBJECTIFS; EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, DE LANGUES OFFICIELLES ET DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE; STRATÉGIE D'ENGAGEMENT	9
3. CONTEXTE DE LA SOLUTION DE PASSEPORT ÉLECTRONIQUE	9
4. OBJET DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
5. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ.....	11
6. ATTESTATION DE SÉCURITÉ	12
7. PROCESSUS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE.....	13
8. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	13
9. EXCEPTION AU TITRE DE LA SÉCURITÉ NATIONALE	14
10. LANGUES OFFICIELLES	14

11.	DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	14
12.	STRATÉGIE D'ENGAGEMENT PROPOSÉE.....	14
12.1.	Engagement de l'industrie	14
12.2.	Activités de la phase d'engagement n° 1 suivant la DR n° 1	15
PARTIE III : QUESTIONS		17
13.	NATURE ET FORMAT DES RÉPONSES DEMANDÉES	17
13.1	Historique de l'entreprise	17
13.2	Technologie.....	17
13.3	Établissement des coûts	18
13.4	Gestion de la chaîne d'approvisionnement	20
13.5	Généralités	20
ANNEXE A : GLOSSAIRE		21
ANNEXE B : VOLUME ESTIMÉ DE PASSEPORTS PRODUITS		22
ANNEXE C : RENSEIGNEMENTS CONTEXTUELS SUR LA PRODUCTION ACTUELLE DE PASSEPORTS ÉLECTRONIQUES		23
ANNEXE D : NORMES DE SERVICE RELATIVES À LA DÉLIVRANCE DE PASSEPORTS ÉLECTRONIQUES AU CANADA		25
ANNEXE E : RÈGLES D'ENGAGEMENT		27
ANNEXE F : FORMULAIRE D'INSCRIPTION AUX RENCONTRES INDIVIDUELLES.....		30

Objet et contenu de la présente demande de renseignements

Il s'agit de la demande de renseignements (DR) n° 1 ayant trait à la solution de passeport électronique pour le Programme de passeport de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). L'objectif de la présente DR est d'aviser l'industrie des exigences de CIC relativement au passeport électronique et de permettre à l'industrie de formuler des commentaires sur ces exigences et les activités d'engagement subséquentes. Le contenu général de la présente DR est le suivant :

PARTIE I : Processus de demande de renseignements : Renseignements sur l'objet de la présente DR et la procédure que l'industrie doit suivre pour y répondre.

PARTIE II : Solution de passeport électronique – contexte; objectifs; exigences en matière de sécurité, de protection de la vie privée, de langues officielles et de propriété intellectuelle; stratégie d'engagement : Contexte de la solution de passeport électronique; objectifs de la présente DR, exigences du gouvernement du Canada, y compris en matière de sécurité, de protection de la vie privée, de langues officielles et de propriété intellectuelle; stratégie proposée en matière d'engagement.

PARTIE III : Questions à l'intention de l'industrie : Questions qui visent à obtenir de la rétroaction de l'industrie et qui permettront au Canada de définir ses exigences techniques et commerciales en plus de l'informer de toute difficulté pouvant être envisagée par les répondants.

Annexe A : Glossaire des termes et acronymes pertinents

Annexe B : Volume estimé de passeports produits

Annexe C : Renseignements contextuels sur la production actuelle de passeports électroniques

Annexe D : Normes de service relatives à la délivrance de passeports électroniques au Canada

Annexe E : Règles d'engagement : Les répondants qui souhaitent prendre part aux activités d'engagement supplémentaires doivent remplir, signer et retourner ce formulaire.

Annexe F : Formulaire d'inscription aux rencontres individuelles

Partie I : Processus de demande de renseignements

1. INTRODUCTION

Il s'agit de la demande de renseignements (DR) n° 1 ayant trait à la solution de passeport électronique dans le cadre du Programme de passeport de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).

L'objectif de la présente DR est d'aviser l'industrie des exigences de CIC relativement au passeport électronique et de permettre à l'industrie de formuler des commentaires sur ces exigences et les activités d'engagement subséquentes. Les réponses à cette DR aideront le Canada à entamer le dialogue à propos des exigences et des solutions possibles.

La DR n° 1 sera suivie de rencontres individuelles avec les fournisseurs intéressés.

1.1 Nature de la présente demande de renseignements

La présente DR ne constitue pas une demande de soumissions. Elle ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels de biens ou de services décrits dans la DR ne doivent pas réserver des stocks ou des installations ni affecter des ressources en fonction des renseignements présentés dans la DR. Cette dernière ne donnera pas lieu non plus à l'établissement d'une liste de fournisseurs. La participation de tout fournisseur éventuel à la présente DR n'empêche aucunement le fournisseur de participer à toute autre demande ultérieure. En outre, la présente DR n'entraînera pas nécessairement l'acquisition de l'un ou l'autre des biens et des services qui y sont décrits. La DR vise seulement à obtenir des commentaires de l'industrie sur les éléments qui y sont présentés.

2. CONSIGNES À SUIVRE POUR RÉPONDRE À LA PRÉSENTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

2.1 Nature et format des réponses demandées

On rappelle aux répondants que ce document est une DR uniquement, et non pas une demande de propositions (DP). Ainsi, les répondants sont priés de formuler leurs commentaires, leurs préoccupations et, le cas échéant, d'autres recommandations concernant la façon dont pourraient être respectés les exigences ou les objectifs décrits dans la présente DR. Les réponses à cette DR devraient également préciser clairement tout renseignement supplémentaire ou point à clarifier qu'il y aurait lieu d'inclure dans une future demande de soumissions. Ils sont également invités à commenter le contenu, la présentation et l'organisation des documents préliminaires joints à la présente DR. Les répondants sont priés d'expliquer les hypothèses qu'ils avancent dans leur réponse. Aucun renseignement promotionnel ou de type marketing soumis dans le cadre des réponses ne sera examiné.

Les réponses ne serviront pas à des fins de concours ou d'évaluation comparative. Elles ne sont donc pas dans un format aussi rigide que le seraient les réponses à une DP; toutefois, dans le souci de recueillir des réponses qui seront faciles à traiter et qui auront la plus grande utilité, le gouvernement du Canada prie les répondants d'observer la structure décrite à la section 2.7.

2.2 Coûts associés aux réponses

Le Canada ne remboursera pas les dépenses que les organisations engageront pour répondre à la présente DR, y compris, mais non exclusivement, les dépenses faites pour participer aux activités d'engagement subséquentes.

2.3 Traitement des réponses

Utilisation des réponses : Les réponses ne seront pas soumises à une évaluation formelle. Toutefois, le Canada pourra les utiliser afin d'élaborer ou de modifier la stratégie d'approvisionnement et tout document provisoire contenu dans la présente DR. Le Canada examinera, d'ici la date de la clôture de la DR, toutes les réponses reçues. Cependant, s'il le juge opportun, il pourrait également examiner des réponses reçues après la date de clôture de la DR.

Équipe d'examen : Une équipe d'examen, composée de représentants de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) et de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC), examinera les réponses reçues. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser des ressources du gouvernement du Canada, s'il le juge nécessaire, pour l'examen des réponses. Chaque réponse ne sera pas nécessairement examinée par tous les membres de l'équipe d'examen.

Confidentialité : Chaque répondant devrait indiquer clairement chaque élément de sa réponse qu'il considère comme confidentiel ou de propriété exclusive. Le Canada traitera les réponses conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

2.4 Activité de suivi

Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec les répondants pour leur poser d'autres questions ou leur demander de préciser un aspect d'une de leurs réponses.

Activités d'engagement supplémentaires : La DR n° 1 fait partie de la phase d'engagement n° 1 et sera suivie de rencontres individuelles avec les fournisseurs intéressés. Pour en savoir davantage, veuillez consulter :

- La section 12.2 : Activités de la phase d'engagement n° 1 faisant suite à la DR n° 1;
- L'annexe F : Formulaire d'inscription pour les rencontres individuelles.

Médias : Les médias ne peuvent pas participer aux rencontres individuelles.

2.5 Communication avec l'industrie

Pendant les activités d'engagement supplémentaires de cette phase d'engagement, l'autorité contractante pourrait communiquer directement par courriel avec les représentants de l'industrie inscrits plutôt que d'afficher des avis supplémentaires sur le site Web *Achatsetventes*.

2.6 Contenu de la demande de renseignements

Les renseignements contenus dans le présent document sont en cours d'élaboration. C'est pourquoi les répondants ne doivent pas perdre de vue que de nouvelles exigences pourraient être ajoutées à tout appel d'offres que publiera à terme le Canada. Il se peut également que des exigences soient retirées ou

modifiées. Les observations concernant cet aspect du document préliminaire sont les bienvenues. La présente DR contient également des questions précises à l'intention de l'industrie.

2.7 Format des réponses

Page couverture : Si la réponse comporte plusieurs volumes, les répondants sont priés d'indiquer sur la page couverture de chacun des volumes le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du volume et leur dénomination sociale complète.

Page titre : La première page suivant la page de couverture doit être une page titre. Celle-ci doit comporter les éléments suivants :

- i) Le titre de la réponse du répondant ainsi que le numéro du volume;
- ii) Le nom et l'adresse du répondant;
- iii) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant;
- iv) La date;
- v) Le numéro de la DR.

Nombre d'exemplaires : Le Canada demande aux répondants de transmettre leur réponse dans un format PDF non protégé (c.-à-d. sans mot de passe) par courriel, si la taille du document est inférieure à 6 Mo, à l'adresse suivante :

michael.hradecky@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Autrement, le Canada demande aux répondants d'enregistrer une copie de leur document PDF (2003 ou version plus récente) sur quatre clés USB et d'envoyer celles-ci par courrier à l'adresse mentionnée à la section 2.8.

Les réponses à cette DR peuvent être rédigées dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada, soit en anglais ou en français.

2.8 Demandes d'information

Toute demande d'information ou toute autre communication liée à cette DR et aux activités d'engagement connexes de l'industrie devra être adressée exclusivement à l'autorité contractante de TPSGC. Comme il ne s'agit pas d'une demande de soumissions, le Canada ne répondra pas nécessairement par écrit et ne distribuera pas forcément les réponses à l'ensemble des répondants; toutefois, les répondants qui ont des questions concernant la présente DR peuvent les transmettre à :

Autorité contractante : Michael Hradecky

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Place du Portage, Phase III, 12C1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Adresse de courriel : michael.hradecky@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Téléphone : 819-420-2212

Télécopieur : 819-934-1235

Les communications par courriel doivent être privilégiées.

2.9 Présentation des réponses

Date et lieu de présentation des réponses : Les fournisseurs intéressés devraient présenter leur réponse à l'autorité contractante dont le nom est indiqué ci-dessus, au plus tard à l'heure et à la date indiquées à la page 1 de la présente demande.

Responsabilité quant au respect du délai de livraison : Il incombe à chaque répondant de s'assurer que sa réponse soit livrée à la bonne adresse et qu'elle soit reçue dans les délais prescrits.

Identification des réponses : Chaque répondant devrait s'assurer que son nom et son adresse, le numéro de la demande et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe.

Renvoi des réponses : Les réponses à la présente DR ne seront pas renvoyées.

2.10 Surveillant de l'équité

Le Canada a retenu les services d'une organisation à titre de tiers indépendant en vue d'agir comme surveillant de l'équité dans le cadre du processus d'approvisionnement de la solution de passeport électronique. Le rôle du surveillant de l'équité est d'attester l'assurance de l'équité, de l'ouverture et de la transparence des activités surveillées.

Le surveillant de l'équité devra notamment assumer les responsabilités suivantes :

- i. Surveiller le processus d'approvisionnement en totalité ou en partie (ce qui comprend notamment les processus liés à l'engagement et à la DP prévue);
- ii. Faire part au Canada de ses commentaires sur des questions relatives à l'équité;
- iii. Attester l'équité du processus d'approvisionnement.

Afin de s'acquitter de ses obligations, le surveillant de l'équité se verra autoriser l'accès aux réponses de l'industrie et à la correspondance connexe reçue par le Canada en vertu de la présente DR (de même qu'en vertu de toute DR subséquente et de toute DP connexe) et pourra, à titre d'observateur, assister aux activités de suivi en matière d'engagement et de passation de contrats qui sont prévues et mentionnées à la section 2.4 ci-dessus, de même qu'aux sections 12.1 et 12.2 ci-dessous.

Partie II : SOLUTION DE PASSEPORT ÉLECTRONIQUE – CONTEXTE; OBJECTIFS; EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, DE LANGUES OFFICIELLES ET DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE; STRATÉGIE D'ENGAGEMENT

3. CONTEXTE DE LA SOLUTION DE PASSEPORT ÉLECTRONIQUE

- 3.1** Le gouvernement du Canada délivre à l'heure actuelle des passeports électroniques lisibles à la machine (passeports électroniques) dans le cadre du Programme de passeport de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Le passeport actuel comprend un certain nombre de caractéristiques :
- 3.1.1 Conception artistique personnalisée;
 - 3.1.2 Substrat en papier personnalisé contenant un filigrane et des inclusions;
 - 3.1.3 Fonction d'impression sécuritaire (offset, ultraviolet, infrarouge, impression en creux, encre optique variable, typographie, caractéristiques intégrées, etc.);
 - 3.1.4 Matériel de qualité pour la couverture, estampage à chaud et fil à coudre ultraviolet multicolore;
 - 3.1.5 Personnalisation des jets d'encre à base de colorant;
 - 3.1.6 Laminé holographique sécurisé;
 - 3.1.7 Puce sans contact intégrée au passeport qui répond aux exigences de la partie 9 du document 9303 de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).
- 3.2** La page de données du passeport électronique est personnalisée aux centres d'impression du Programme de passeport. Les renseignements biographiques lisibles à la machine du titulaire de passeport et sa photo numérisée sont enregistrés sur la puce intégrée dans les groupes de données 1 et 2 à titre de signature numérique. Ces renseignements peuvent être vérifiés aux postes frontaliers au moyen de lecteurs de passeports électroniques. Pour prouver que ces données n'ont pas été falsifiées et qu'elles sont authentiques, on a recours à un dispositif de sécurité appelé « authentification passive ». Les renseignements personnels qui se trouvent sur la puce sont protégés aux fins du respect de la vie privée par contrôle d'accès de base.
- 3.3** Le Canada reconnaît que l'environnement international en constante évolution a donné lieu à des menaces de plus en plus complexes pour la sûreté et l'intégrité du passeport canadien. Afin d'augmenter la sûreté des passeports canadiens et de maintenir leur intégrité à titre de moyen d'identification des citoyens canadiens, le Programme de passeport s'est joint à d'autres pays et a amélioré les caractéristiques de sécurité des passeports. Il a délivré le premier passeport électronique le 4 février 2013.
- 3.4** Le Canada explore des options en matière de production et prévoit la délivrance, en 2020, d'un passeport très sûr fabriqué conformément aux normes (Doc 9303) publiées par l'OACI. La solution de passeport électronique mettra l'accent sur le processus de production et fournira la meilleure combinaison de prestation de services au public, de réduction du fardeau administratif et d'amélioration du contrôle des coûts pour le gouvernement du Canada.
- 3.5** Le Canada souhaiterait augmenter les caractéristiques de sécurité du passeport électronique et lance donc un processus de DR afin de concevoir les nouveaux passeports sécurisés et être prêt à les imprimer dans environ cinq ans. La délivrance d'un passeport électronique sécurisé qui réduira le risque de falsification et de fraude d'identité est une composante clé du mandat du Canada. En ayant des caractéristiques améliorées à l'appui de l'attestation de l'identité et autres vérifications, les passeports électroniques sécuritaires réduiront le risque que d'autres pays exigent un visa aux voyageurs. Le Canada considère donc à la possibilité d'adopter les processus de personnalisation suivants :

3.5.1. Un processus de personnalisation par jet d'encre employant exclusivement des encres à base de pigments;

3.5.2. Une impression par jet d'encre durcissable par les ultraviolets;

3.5.3. Une page de données en polycarbonate gravée au laser.

Le Canada n'envisagera pas le transfert thermique, la sublimation thermique, le recours au toner, ni aucune autre technologie de personnalisation.

3.6 Il devrait s'agir d'une exigence pluriannuelle complexe intégrant des composantes étroitement liées. Après avoir réuni et examiné les commentaires et les recommandations de l'industrie, il se peut que le Canada mette en œuvre un second processus de DR. Des mesures d'approvisionnement futures pourraient entraîner l'octroi d'un contrat ayant une période initiale de sept (7) ans et une option de prolongation de la durée pouvant atteindre sept (7) périodes additionnelles d'un (1) an.

3.7 Le Canada a retenu les éléments suivants comme composantes requises pour la production de la prochaine génération de passeports électroniques :

3.7.1 Un livret de passeport comprenant une puce et un réseau d'antennes;

3.7.2 Un environnement d'infrastructure à clés publiques (autorité de certification, signataire de document, liens vers le répertoire de clés publiques de l'OACI);

3.7.3 La personnalisation des livrets de passeport par l'un des moyens décrits au point 3.5;

3.7.4 Une solution d'encodage;

3.7.5 Des interfaces entre différentes composantes de la solution;

3.7.6 De l'équipement ou des services d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité;

3.7.7 La conception du livret de passeport.

3.8 Le Canada reconnaît que certains matériaux, composantes et produits consommables requis pour la solution de passeport électronique peuvent devoir être obtenus à l'extérieur du Canada.

4. OBJET DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

4.1 La présente DR est diffusée dans l'objectif suivant :

4.1.1 Faire participer l'industrie et obtenir un contexte initial en ce qui a trait aux exigences du Canada tôt au cours du processus pour mieux comprendre les besoins et les solutions offertes avant l'élaboration de l'Énoncé des besoins. Le public visé est composé des fournisseurs éventuels de la solution;

4.1.2 Aviser l'industrie et obtenir des commentaires sur le remplacement de la solution actuelle de passeport électronique;

4.1.3 Des rencontres individuelles seront tenues avec les fournisseurs intéressés après la DR. Ces rencontres donneront aux participants de l'industrie la chance de dialoguer ouvertement avec le Canada sur la solution recherchée;

4.1.4 Le Canada pourra accroître l'efficacité de son processus opérationnel et obtenir des renseignements pertinents qui faciliteront la création d'une analyse de rentabilisation convaincante.

4.2 La DR vise l'obtention de renseignements sur les technologies possibles, les technologies actuelles et les coûts associés aux technologies actuelles déployées dans le domaine qui pourraient être pertinents dans le cadre des prochains exercices d'approvisionnement du Canada pour le remplacement du type actuel de passeport électronique utilisé.

4.3 Pour le moment, le Canada croit que les composantes énumérées à la section 3.7 pourraient être comprises dans une solution de type clé en main impartie au secteur privé. La décision concernant le type de contrat octroyé pour le passeport électronique n'est pas encore prise à l'heure actuelle. Les renseignements obtenus dans le cadre du processus de DR contribueront à la détermination de la stratégie d'approvisionnement du Canada pour en arriver à la solution de passeport électronique définitive. Les possibilités d'approvisionnement comprennent :

- 4.3.1 Un seul contrat d'implantation d'une solution de passeport électronique clé en main avec la responsabilité de personnaliser les livrets de passeport demeurant entre les mains du Canada;
- 4.3.2 Un seul contrat d'implantation d'une solution de passeport électronique clé en main avec externalisation de la responsabilité de personnaliser les livrets de passeport.

4.4 La présente DR ne signifie pas que le Canada a pris sa décision définitive quant aux possibilités d'approvisionnement. Le Canada peut décider de ne choisir aucune des solutions ni aucun équipement indiqués dans les réponses. Le Canada ne sera en aucun cas tenu responsable envers un répondant qui fournira une réponse dans le cadre de la présente DR.

4.5 Pour tirer un maximum d'avantages du processus de DR, les répondants qui ont des technologies en cours d'élaboration sont encouragés à fournir des prix et des renseignements préliminaires à cet égard.

4.6 Tous les répondants ont la possibilité de mettre à jour l'information et les prix fournis, et ce, jusqu'au moment de la délivrance de tout document d'approvisionnement futur.

4.7 L'information recueillie dans le cadre de la présente DR permettra ce qui suit :

- 4.7.1 Mieux comprendre les solutions techniques et opérationnelles accessibles qui pourraient être intégrées dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle solution de passeport électronique;
- 4.7.2 Déterminer quelle stratégie de personnalisation sera adoptée. D'autres facteurs, comme la gestion de projet, l'intégration, la reddition de comptes, le contrôle de la qualité et l'atténuation des risques joueront également un rôle dans la décision du mode d'approvisionnement qui sera retenu.

5. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

5.1 Des exigences en matière de sécurité accompagnent cette DR.

5.2 Pour toute mesure d'approvisionnement à venir pour la solution de passeport électronique, le fournisseur de services devra être au moins titulaire des cotes de sécurité obligatoires suivantes :

- 5.2.1 Tout le personnel participant à la conception et à la mise en œuvre de la solution de passeport électronique canadien doit être titulaire, au minimum, d'une attestation de sécurité de niveau secret accordée par leur programme respectif de la sécurité industrielle.
- 5.2.2 Toutes les installations participant à la solution de passeport électronique ou à une partie de celle-ci doivent être titulaires, au minimum, d'une attestation de sécurité de niveau secret accordée par leur programme respectif de la sécurité industrielle.

5.3 Toute mesure d'approvisionnement à venir peut inclure des exigences en matière de sécurité élargies comme critères obligatoires à l'octroi d'un contrat.

5.4 La solution de passeport électronique devra respecter la Politique sur la sécurité du gouvernement ou l'équivalent international.

5.5 De plus amples renseignements au sujet des exigences en matière de sécurité régissant les contrats domestiques sont accessibles sur le site Web du secteur de la sécurité industrielle à l'adresse suivante : <http://iss-ssi.pwpsc-tpsgc.gc.ca/ssi-iss-services/sc-cs-fra.html>.

5.6 Les fournisseurs doivent savoir que lorsque le recours à un sous-traitant étranger est envisagé pour fournir une composante associée à un aspect sécuritaire, les exigences de sécurité s'appliquent à ce sous-traitant. L'entrepreneur principal doit soumettre un contrat de sous-traitance au Programme de sécurité industrielle (PSI) aux fins d'approbation lorsque des exigences en matière de sécurité s'imposent.

Le PSI vérifiera et confirmera la situation en matière de sécurité des organisations étrangères avant qu'un fournisseur puisse prendre tout engagement commercial. En outre, le fournisseur doit obtenir une autorisation de diffusion auprès du PSI avant de pouvoir procéder au transfert de renseignements de nature délicate à une organisation étrangère ou d'organiser des visites.

Dans le cadre du PSI, des accords internationaux et bilatéraux en matière de sécurité industrielle ont été conclus avec certains pays. La liste de ces pays est affichée sur le site Web de TPSGC, à l'adresse suivante : <http://ssi-iss.tpsgc-pwpsc.gc.ca/gvrnmnt/risi-iisr-fra.html>.

6. ATTESTATION DE SÉCURITÉ

6.1 Une attestation de sécurité est une certification délivrée par le programme respectif de la sécurité industrielle du fournisseur. Les exigences en matière de sécurité seront présentées dans la DP. Au fur et à mesure que le Canada précisera ses besoins, il modifiera les exigences relatives au profil de sécurité des fournisseurs. Toutefois, le Canada prévoit que les fournisseurs ou les soumissionnaires retenus devront posséder ce qui suit :

- 6.1.1 Une attestation de sécurité de niveau secret attribuée par le Canada pour les fournisseurs ou les soumissionnaires retenus qui pourront consulter des renseignements de nature délicate (ou pour des fournisseurs étrangers et/ou soumissionnaire, une attestation de sécurité de leur programme domestique respectif de la sécurité industrielle) ;
- 6.1.2 Une attestation de sécurité d'installation (ASI) et une autorisation de détenir des renseignements (ADR) de leur programme domestique respectif de la sécurité industrielle pour les installations où le fournisseur ou le soumissionnaire retenu souhaite utiliser et stocker les renseignements de nature délicate;
- 6.1.3 Une capacité en matière de sécurité des technologies de l'information approuvée par leur programme domestique respectif de la sécurité industrielle pour les installations où le fournisseur ou le soumissionnaire retenu souhaite utiliser et stocker les renseignements de nature délicate, afin que ce fournisseur ou soumissionnaire puisse traiter, stocker ou transmettre des renseignements de nature délicate par voie électronique.

6.2 Les fournisseurs de services doivent s'attendre à ce que les membres du personnel choisis pour participer au travail doivent obtenir l'attestation de sécurité de niveau secret.

Les fournisseurs de services sont informés que les travaux et les services à fournir dans le cadre de la solution pourraient comprendre des mesures de sécurité spéciales et être visés par des contraintes liées à la sécurité nationale. Les fournisseurs et les soumissionnaires retenus devront donc accepter les conditions établies dans les documents de demande à venir qui ont trait à la sécurité nationale et à l'intérêt national et qui nécessitent une vérification et un contrôle des personnes désignées qui participent à l'initiative. Les fournisseurs de services devraient s'attendre à des exigences strictes et à la nécessité absolue de les respecter.

Le Canada s'attend pour l'instant à devoir imposer une partie ou la totalité des obligations contractuelles et restrictions suivantes dans le cadre de tout contrat éventuel :

- 6.2.1 Les employés du fournisseur de services qui devront utiliser les schémas ou les documents associés à la solution ou se rendre dans certains locaux du gouvernement devront posséder une attestation de sécurité de niveau secret;
- 6.2.2 Toutes les personnes qui accompliront les tâches du fournisseur de services dans le cadre de l'initiative devront posséder une attestation de sécurité du niveau adéquat. En conséquence, le fournisseur de services doit veiller à ce que les employés compétents aient une attestation de sécurité du niveau exigé et à ce que ces attestations de sécurité soient traitées à l'avance afin que ces employés soient à l'œuvre au moment désiré;
- 6.2.3 Des exigences et des protocoles de sécurité seront en place pour veiller à ce que personne n'accède aux renseignements de nature délicate ni aux renseignements exclusifs gérés par le fournisseur de services, les installations et l'initiative sans avoir une attestation de sécurité adéquate à la suite d'une affectation, d'une mutation ou d'une décision du fournisseur de services, d'un changement de contrôle du fournisseur de services, d'une procédure de recours de la part de prêteurs ou d'un autre événement.

7. PROCESSUS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE

- 7.1 Les attestations de sécurité (octroyées par la DSIC) permettront au fournisseur de services de travailler dans les locaux du gouvernement du Canada et d'avoir accès à des renseignements de nature confidentielle ou délicate, au besoin. La Politique sur la sécurité du gouvernement prévoit que le personnel doit se soumettre à un processus d'enquête de sécurité lorsque les fonctions ou les attributions demandent d'avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés. Les fournisseurs de services doivent être parrainés par un représentant du gouvernement du Canada pour enclencher le processus et obtenir une attestation de sécurité ou en obtenir une de niveau supérieur directement à l'appui de l'initiative. Ils peuvent envoyer leurs demandes à cet effet à l'autorité contractante.

Nous invitons les soumissionnaires à présenter rapidement leurs demandes d'attestation de sécurité. Nous invitons également les fournisseurs de services à demander une attestation de sécurité pour leurs principaux employés et pour toutes les autres personnes qui devront peut-être, pendant les étapes de mise en œuvre, consulter des renseignements de nature délicate ou accéder à des lieux sécurisés.

Des processus semblables, à quelques différences près, s'appliquent à tous les pays avec lesquels le Canada a des instruments de sécurité bilatéraux. Nous encourageons les fournisseurs étrangers à déterminer quelles sont les exigences dans leur pays visant les programmes de sécurité industrielle, pour découvrir s'ils peuvent satisfaire à ces exigences, et quelles sont les procédures précises qui pourraient s'appliquer dans leur pays. Comme susmentionné, il est fortement recommandé de s'inscrire le plus tôt possible.

Le processus d'approvisionnement ne sera pas retardé pour permettre aux fournisseurs de services d'obtenir les autorisations de sécurité nécessaires.

8. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

- 8.1 La solution devra garantir que seules les personnes autorisées ont accès à cette information. La solution devra être conforme aux obligations prévues dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur l'accès à l'information*.

9. EXCEPTION AU TITRE DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

- 9.1** Afin de protéger la souveraineté de ses données et l'intérêt national, le Canada pourrait se prévaloir de son droit prévu par les accords commerciaux nationaux et internationaux d'utiliser une exception au titre de la sécurité nationale (ESN) dans le cadre de la présente initiative d'approvisionnement.

L'ESN permet au Canada de soustraire l'approvisionnement à certaines ou à l'ensemble des modalités d'un accord commercial pertinent lorsqu'il le juge nécessaire afin de protéger ses intérêts en matière de sécurité nationale ou des intérêts connexes précisés dans le libellé des ESN.

10. LANGUES OFFICIELLES

- 10.1** Tout contrat éventuel pour une solution de passeport électronique exigera de l'entrepreneur qu'il fournisse toute la documentation, de même que le soutien technique et le soutien au client dans les deux langues officielles.

11. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 11.1** Toute mesure d'approvisionnement à venir pour une solution de passeport électronique contiendra des dispositions octroyant les droits de propriété intellectuelle pour l'information mise de l'avant et une licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur l'information contextuelle présentée au gouvernement du Canada.

12. STRATÉGIE D'ENGAGEMENT PROPOSÉE

12.1. Engagement de l'industrie

Le processus d'engagement de l'industrie commence avec la DR et se termine lorsqu'une DP officielle ou un autre document de processus concurrentiel est distribué aux fournisseurs retenus dans le cadre du processus d'invitation à se qualifier (IQ) (phase 3 ci-après), ou lorsque le gouvernement du Canada informe les participants que le processus d'engagement est terminé. Le processus peut comporter les activités suivantes :

1. Prise de contact avec les membres de l'industrie au moyen de la présente DR;
2. Rencontres individuelles avec les fournisseurs;
3. Invitation à se qualifier;
4. Demande de proposition provisoire, comprenant un énoncé des travaux.

Seules les personnes inscrites pourront participer au processus d'engagement. Pour s'inscrire, elles doivent remplir et signer les modalités du processus d'engagement, puis les présenter à l'autorité contractante de TPSGC désignée dans la présente. Le processus se trouve à l'annexe E du présent avis.

Aucune liste de fournisseurs participants (fournisseurs dont des particuliers ont signé et présenté les modalités du processus d'engagement) en vue de la réalisation de travaux ultérieurs ne sera établie à la suite des phases 1 et 2 du présent processus. De même, la participation aux phases 1 et 2 de ce processus n'est ni une condition ni un préalable à la participation à toute IQ ultérieure. Les représentants

de l'industrie qui ne participent pas au processus, ou qui se retirent avant la fin du processus, demeurent admissibles à présenter une soumission en réponse à toute IQ future relativement à cette exigence.

Phase 1 – Prise de contact avec les membres de l'industrie

La présente DR est publiée sur *Achatsetventes* afin de déterminer l'intérêt d'entreprises à participer au processus d'engagement de l'industrie. Les entreprises auront alors l'occasion de transmettre à CIC des renseignements sur le marché actuel, les technologies accessibles et les capacités des fournisseurs.

Phase 2 – Rencontres individuelles avec les fournisseurs

À la suite de l'examen des réponses à la DR n° 1 par le Canada, les répondants seront invités à une rencontre individuelle ou plus. Ces séances représenteront une occasion supplémentaire pour les répondants de préciser ou de détailler leurs réponses. Ces séances offrent également au Canada d'autres occasions d'en apprendre davantage sur l'industrie et de recueillir des renseignements supplémentaires.

Phase 3 – Invitation à se qualifier (IQ)

L'IQ constitue la première étape du processus d'approvisionnement de la solution de passeport électronique. Elle vise à cerner et à sélectionner les fournisseurs qualifiés qui passeront aux prochaines étapes du processus d'engagement de l'industrie et de DP. L'IQ sera affichée sur *Achatsetventes* et les réponses soumises par les fournisseurs intéressés à poursuivre à la phase de DP provisoire (phase 4) seront évaluées afin de vérifier leur conformité aux critères techniques publiés. Seuls les fournisseurs dont les réponses sont réputées satisfaire à toutes les exigences de l'IQ seront invités à participer à la phase 4 (DP provisoire).

Phase 4 – Demande de propositions provisoire, comprenant un énoncé des travaux

Une DP provisoire sera communiquée pour les fournisseurs dont les réponses ont été jugées conformes suivant la phase 3 (IQ), et ce, pour affiner les exigences en abordant les inquiétudes de l'industrie et en tenant compte de ses recommandations.

Règles d'engagement

Tous les participants doivent signer le formulaire des règles d'engagement (annexe E) et transmettre le document à l'autorité contractante avant de participer à toute séance d'information sur l'engagement de l'industrie, séance individuelle ou séance de groupe de travail.

12.2. Activités de la phase d'engagement n° 1 suivant la DR n° 1

À la suite de la clôture de la présente DR, les copies des réponses à la DR n°1 seront distribuées aux représentants de CIC et de TPSGC aux fins d'examen et d'approbation. Des copies des réponses seront également mises à la disposition du surveillant de l'équité aux fins de révision.

Les répondants à la présente DR qui souhaitent participer à toute activité de suivi (rencontres individuelles) doivent remplir, signer et présenter à l'autorité contractante le formulaire des règles d'engagement (annexe E) avant leur participation. Les participants doivent remplir et présenter le formulaire d'inscription aux rencontres individuelles (annexe F) pour indiquer leur intention de prendre part aux activités d'engagement subséquentes. On encourage les participants à présenter ces formulaires à l'autorité contractante dans les plus brefs délais (à savoir avant la date de clôture de la présente DR).

Les inscriptions aux rencontres individuelles doivent être soumises au plus tard à la date de clôture de cette DR pour garantir leur tenue. Le Canada donnera suite aux inscriptions reçues après cette date à sa discrétion. Le Canada donnera également suite aux demandes de rencontre individuelle hors des dates prévues à cette fin à sa discrétion. Au moment de l'inscription, les fournisseurs pourront indiquer leurs préférences quant à la date de la rencontre individuelle. Le Canada s'efforcera d'accéder à ces demandes. L'autorité contractante se mettra directement en relation avec les fournisseurs pour leur fournir une confirmation et les détails concernant leur rencontre individuelle, et ce, au plus tard cinq jours avant la date de la tenue de cette dernière.

Rencontres individuelles

Des rencontres individuelles avec les participants auront lieu afin de discuter plus en détail des exigences ainsi que des modèles de prestation de services envisageables. Les participants recevront une liste de questions au moins trois jours ouvrables avant la date prévue de leur rencontre en fonction de leur réponse à la DR n° 1. Les participants sont invités à répondre à ces questions pendant la rencontre ou encore à faire usage du temps qui leur est attribué comme bon leur semble.

Les rencontres individuelles auront lieu au mois de septembre dans la région de la capitale nationale (Ottawa, Ontario et Gatineau, Québec). Chaque participant aura droit à un maximum de deux heures.

PARTIE III : QUESTIONS

13. NATURE ET FORMAT DES RÉPONSES DEMANDÉES

Le Canada souhaite recevoir de courtes réponses écrites (courts paragraphes ou note par points) sur les sujets suivants :

13.1 Historique de l'entreprise

- 13.1.1** Fournissez une courte description de votre entreprise et les types de services et de produits qu'elle fournit, et décrivez certains des projets que vous avez réalisés qui sont pertinents au projet de passeport électronique.
- 13.1.2** Fournissez une description de l'expérience de votre entreprise dans la fabrication de livrets de passeport électronique vierges à des fins de personnalisation au moyen de processus de personnalisation par jets d'encre ou laser sur polycarbonate ainsi que dans la mise en œuvre d'équipement de personnalisation aux fins de ces processus.
- 13.1.3** Fournissez une répartition des volumes annuels de passeports électroniques que votre entreprise a fabriqués dans les cinq dernières années et de votre capacité actuelle et potentielle à satisfaire au volume prévu énoncé à l'annexe B ainsi qu'à vos obligations de fabrication actuelles.
- 13.1.4** Fournissez des renseignements sur les installations de votre entreprise, sur les lieux où elle est installée et sur la présence ou non d'obstacles à l'atteinte des niveaux de sécurité précisés à la section 5 des présentes.
- 13.1.5** Fournissez toute information qui pourrait être utile pour le Canada, y compris des vidéos de démonstration de produits, des livres blancs, des feuilles de données, des dépliants, des spécifications d'équipement, etc., ainsi que toute étude de cas ou tout exemple de projet que vous avez déjà réalisés et dont les exigences sont semblables aux nôtres.

13.2 Technologie

13.2.1 Quelle ou quelles composantes de la solution de passeport électronique énumérée au point 3.7 souhaiteriez-vous offrir et de quelle manière proposeriez-vous de fournir ces produits/solutions?

- 13.2.1.1** Quels obstacles à l'achèvement d'une solution pouvez-vous relever et comment feriez-vous pour les contrer?
- 13.2.1.2** Comment votre entreprise aiderait le Canada à respecter les normes de service (énumérées à l'annexe D)?
- 13.2.1.3** Comment votre entreprise répondrait-elle aux exigences de rendement aux fins du respect des conditions de l'OACI, ainsi qu'à celles du gouvernement du Canada en matière de sécurité et de langues officielles, telles qu'elles sont énoncées aux articles 5, 6 et 10.

13.2.2 De quelle façon envisageriez-vous de combiner les différentes composantes précisées à l'article 3.7 afin de tirer le maximum des forces de votre entreprise?

13.2.3 Si vous offrez des solutions techniques ou d'autres technologies ou processus de renforcement de la sécurité qui améliorent vos solutions et la qualité globale de la solution de passeport

électronique, présentez-les dans votre réponse. Indiquez par ailleurs les normes industrielles qui s'appliquent aux solutions techniques ou opérationnelles décrites dans votre réponse ou qui influent sur ces dernières.

13.2.4 Décrivez les services ou les produits que votre entreprise ou équipe peut fournir, qui sont uniques et qui peuvent offrir une valeur ajoutée au projet de solution de passeport électronique. Lorsque vous décrivez vos produits ou services à valeur ajoutée, précisez si vous devez modifier les composantes ou ajouter des composantes à la solution de passeport électronique afin d'assurer une qualité opérationnelle et technique globale.

13.2.5 La solution de passeport électronique pourrait devoir intégrer d'autres composantes de la solution de passeport électronique actuelle ou interagir avec ces dernières (par exemple, la migration de l'autorité de certification signataire nationale vers une nouvelle infrastructure à clés publiques). Quels renseignements vous aideraient à proposer l'application de ces éléments d'intégration ou d'interopérabilité?

13.3 Établissement des coûts

13.3.1 Fournissez des modèles d'établissement des coûts associés à votre modèle de production et des recommandations sur le modèle le plus approprié pour cette exigence.

13.3.2 Fournissez les coûts projetés des composantes suivantes pour les trois processus de personnalisation spécifiés à la partie 3.5 :

13.3.2.1 Livret vierge;

13.3.2.2 Produits consommables (p. ex film, encre ou matériel similaire utilisé pour personnaliser les passeports électroniques vierges, le cas échéant), par livret.

13.3.3 Fournissez l'écart prévu entre les coûts suivants pour les trois processus de personnalisation spécifiés à la partie 3.5 :

13.3.3.1 Soutien et entretien;

13.3.3.2 Achat d'équipement de personnalisation par rapport à un prix fixe par passeport pour la location de l'équipement;

13.3.3.3 Coût de la conception intégré dans le coût du passeport par rapport au coût de la conception payé séparément en vertu d'une autorisation de tâches jointe au contrat.

13.3.4 Le Canada souhaite étudier l'option d'imprimerie au moyen d'imprimantes à faible coût qui impriment directement dans les livrets pour abandonner son système actuel à sceau sec autocollant. Les imprimantes doivent fonctionner au moyen de pigments ou d'encre noire à séchage ultraviolet seulement. Fournissez une estimation des coûts d'un poste d'imprimerie individuel, qui comprend les logiciels et les autres composantes décrites dans la solution.

13.3.5 Pour chacun des processus de personnalisation décrits à la partie 3.5, le Canada souhaite obtenir les renseignements suivants sur l'équipement de personnalisation à haut et à faible volume :

-
- 13.3.5.1 Fabricant et modèle;
- 13.3.5.2 Capacité de traitement des passeports à l'heure pour une imprimante individuelle. Le cas échéant, précisez la configuration prévue aux sections 13.3.5.3 et 13.3.5.4 dont vous vous êtes servie pour en arriver à ces chiffres;
- 13.3.5.3 Précisez si l'imprimante possède de multiples encodeurs de puces parallèles pour accélérer le traitement. Le cas échéant, précisez combien d'encodeurs parallèles peut contenir une imprimante;
- 13.3.5.4 Précisez si l'imprimante possède de multiples têtes d'imprimante ou têtes au laser pour augmenter le traitement. Le cas échéant, précisez combien de têtes parallèles peut contenir une imprimante;
- 13.3.5.5 Précisez quelles sont les principales exigences de l'imprimante en matière d'alimentation.
- 13.3.5.6 Précisez si l'imprimante exige un système de chauffage, de ventilation et de climatisation ou d'autres composantes comme un système d'extraction de fumée, de ventilation forcée, de refroidissement, etc.
- 13.3.5.7 Précisez quel est l'espace occupé par une imprimante, ainsi que l'espace requis pour permettre la circulation du personnel et l'entretien.
- 13.3.6** Le Canada souhaite se familiariser avec les problèmes de qualité qui touchent la production de passeports contenant des pages de données en polycarbonate. Fournissez une liste de variations de processus connus et de problèmes de qualité qui touchent la production et la personnalisation des pages de données en polycarbonate. Précisez les tolérances acceptables, selon les normes industrielles, à l'égard de tels défauts et variations dans les processus, ou vos capacités, si elles sont plus élevées que les normes de l'industrie.
- 13.3.7** Le Canada souhaiterait également valider les pratiques industrielles qui ont trait aux variations de processus et aux problèmes de qualité suivants. Précisez les tolérances acceptables, selon les normes industrielles, à l'égard de tels défauts et variations dans les processus, ou vos capacités, si elles sont plus élevées que les normes de l'industrie.
- 13.3.7.1 L'alignement horizontal et vertical de l'impression offset entre deux pages séparées assemblées dans un livret de passeport;
- 13.3.7.2 La position horizontale et verticale de l'adhésion de la feuille métallique sur la page couverture frontale d'un passeport;
- 13.3.7.3 La taille et l'importance des marques de brûlure de la perforation laser;
- 13.3.7.4 L'alignement horizontal et vertical des dispositifs d'image diffractionnelle optiquement variable (DOVID) intégrés dans les pages de données en polycarbonate.
- 13.3.8** Le Canada souhaiterait étudier les options permettant de protéger une page de données en polycarbonate contre la contrefaçon et l'altération, ainsi que d'assurer la durabilité de telles pages de données et des passeports. Veuillez nous fournir des renseignements sur ce qui suit :
- 13.3.8.1 Conception des pages de données en polycarbonate. Précisez les matériaux utilisés, les couches des pages de données et les méthodes d'assemblage. Décrivez de quelle

manière ces caractéristiques contribuent à la prévention de la contrefaçon et de l'altération des pages de données;

- 13.3.8.2 Charnières utilisées pour attacher une page de données en polycarbonate à un livret cousu à cheval. Décrivez les composantes et la composition de la charnière et de quelle manière elles contribuent à sa durabilité;
- 13.3.8.3 DOVID sous forme de pièce. Décrivez les types de dispositifs qui, selon vous, protégeraient la page principale avec la photographie et les données. Précisez les caractéristiques, le nom du produit et le nom du producteur;
- 13.3.8.4 Décrivez d'autres caractéristiques de sécurité que vous pouvez offrir et qui contribueraient à protéger une page de données en polycarbonate contre la contrefaçon et l'altération.

13.4 Gestion de la chaîne d'approvisionnement

- 13.4.1 Fournissez des renseignements à propos de votre chaîne d'approvisionnement et à propos de la manière dont elle est gérée par rapport aux stocks;
- 13.4.2 Décrivez le temps nécessaire pour obtenir le matériel pour la production de livrets vierges et pour le traitement qui doit être effectué par des intermédiaires avant la livraison au client;
- 13.4.3 Fournissez des renseignements sur le nombre de partenaires de votre entreprise et, le cas échéant, sur l'endroit où ils sont situés;
- 13.4.4 Fournissez des renseignements à propos du système de gestion des stocks pouvant être offert à vos clients pour les produits finis ou consommables.

13.5 Généralités

- 13.5.1 Quels sont les renseignements essentiels que le Canada devrait vous fournir pour vous aider à proposer une solution pour nos besoins?
- 13.5.2 De quelle manière le Canada devrait-il se préparer à la transition de ses processus opérationnels pour utiliser une nouvelle solution?
- 13.5.3 Citez les difficultés ou préoccupations concernant l'un des aspects du présent projet qui limiteraient la capacité de votre entreprise à réaliser et à mener à bien une ou plusieurs des composantes de ce projet. Indiquez toutes les modifications suggérées qui seraient avantageuses pour le projet et votre entreprise;
- 13.5.4 Présentez dans cette section toute explication supplémentaire que vous voulez fournir ou tout autre sujet que vous jugez pertinent.

Le Canada n'imposera aucune obligation ni aucun engagement futurs aux répondants à l'égard des renseignements relatifs aux demandes ou aux coûts figurant dans leurs réponses.

ANNEXE A : GLOSSAIRE

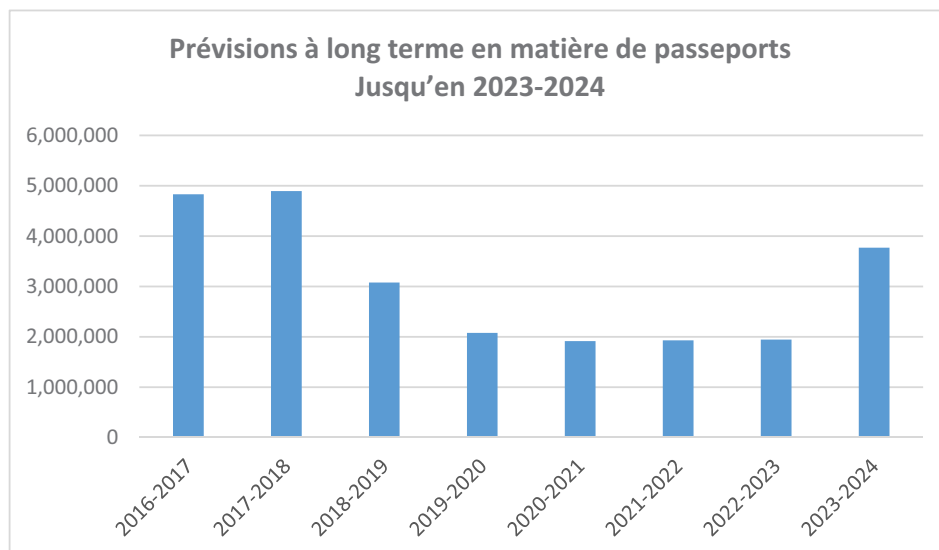
Acronyme	Description
ADR	Autorisation de détenir des renseignements
ASI	Attestation de sécurité d'installation
CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
DOVID	Dispositif d'image diffractive optiquement variable
DP	Demande de propositions
DR	Demande de renseignements
DSIC	Direction de la sécurité industrielle canadienne
IQ	Invitation à se qualifier
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
Solution de passeport électronique	Solution définie par une nouvelle conception de livret, l'ensemble des documents de voyage vierges et des consommables, une infrastructure à clés publiques, une solution d'impression et un plan de soutien et d'entretien.
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

ANNEXE B : VOLUME ESTIMÉ DE PASSEPORTS PRODUITS

À l'heure actuelle, le Canada émet huit types de passeports différents. Le nouveau passeport canadien de 36 pages, lequel contient une puce électronique et est valide pour une période de cinq ou dix ans pour les Canadiens âgés de 16 ans et plus, est offert à l'ensemble des Canadiens depuis le 1^{er} juillet 2013.

Les tableaux ci-dessous fournissent un aperçu approximatif de la production de passeports électroniques attendue. Les quantités établies reposent sur les renseignements accessibles au moment de la publication de la présente DR et ne garantissent pas que les mêmes quantités seraient produites dans le cadre de toute DP ou de tout contrat éventuels. Ces renseignements sont fournis à titre d'information seulement.

Exercice	Prévision
2016-2017	4 829 056
2017-2018	4 894 579
2018-2019	3 079 162
2019-2020	2 077 734
2020-2021	1 913 308
2021-2022	1 930 702
2022-2023	1 944 759
2023-2024	3 769 325



ANNEXE C : RENSEIGNEMENTS CONTEXTUELS SUR LA PRODUCTION ACTUELLE DE PASSEPORTS ÉLECTRONIQUES

À l'heure actuelle, le Canada dispose de deux centres d'impression comprenant des imprimantes à haut volume pour la personnalisation d'environ 80 % des passeports électroniques délivrés. Les autres 20 % sont imprimés localement dans les bureaux régionaux. Chaque bureau a un lecteur de passeport électronique. Veuillez vous reporter au graphique ci-dessous pour avoir un aperçu représentatif :

Centres d'impression	Imprimantes à haut volume	Lecteurs de passeport électronique
Gatineau (Dimensions de la salle d'impression : 1128 pi ² / 104,8 m ²)	5	3
Mississauga (Dimensions de la salle d'impression : 1017 pi ² / 96,5 m ²)	4	2

Bureaux régionaux	Imprimantes régionales	Lecteurs de passeport électronique
Calgary	2	1
Edmonton	1 (+1)*	1
Regina	1 (+1)*	1
Saskatoon	1 (+1)*	1
Surrey	1 (+1)*	1
Vancouver	2	1
Victoria	1 (+1)*	1
Winnipeg	1 (+1)*	1
Calgary-Sud	0	1
Kelowna	0	1
Richmond	0	1
Hamilton	1	1
Kitchener	1	1
London	1	1
Mississauga	2	1
North York	2	1

Scarborough	2	1
St. Catharines	1	1
Thunder Bay	1 (+1)*	1
Toronto	2	1
Windsor	1 (+1)*	1
Brampton	0	1
Whitby	0	1
Fredericton	1 (+1)*	1
Gatineau	2	1
Halifax	1 (+1)*	1
Laval	1	1
Montréal	2	1
Ottawa	1	1
Québec	1 (+1)*	1
Saguenay	1 (+1)*	1
St. John's	1 (+1)*	1
Saint-Laurent	1	1
Pointe-Claire	0	1

* : imprimante de rechange sur place qui n'est pas en utilisation.

Remarque : Ces chiffres sont représentatifs. Il ne s'agit pas de données exactes.

ANNEXE D : NORMES DE SERVICE RELATIVES À LA DÉLIVRANCE DE PASSEPORTS ÉLECTRONIQUES AU CANADA

Les tableaux ci-après contiennent les normes de service relatives au Programme de passeport du Canada. Ces normes comprennent les services depuis la réception de la demande jusqu'à la délivrance du passeport électronique au requérant. Il est à noter que le processus de personnalisation constitue 20 % de l'ensemble du processus. Les normes de service sont un engagement public à l'égard d'un niveau de service auquel les clients du Programme de passeport du Canada peuvent raisonnablement s'attendre dans des circonstances normales.

Renseignements sur le rendement

Les normes de service du Programme de passeport s'appliquent uniquement aux demandes dûment remplies. Elles ne tiennent pas compte du temps nécessaire à la livraison postale, aux vérifications et aux enquêtes de sécurité complexes, ou aux vérifications du statut ou de la citoyenneté. Les normes de service du Programme de passeport ont été mises en œuvre en juillet 2013, sauf indication contraire.

L'objectif de rendement correspond au traitement de 90 % des demandes selon les normes de service publiées.

Services aux Canadiens au Canada

Service	Norme de service	Résultats pour 2014-2015
Services aux Canadiens au Canada		
Demande de passeport présentée en personne à un bureau de Passeport Canada	10 jours ouvrables	99,64 %
Demande de passeport présentée par la poste	20 jours ouvrables	99,84 %
Demande de passeport présentée en personne auprès d'un agent réceptionnaire	20 jours ouvrables	99,81 %
Services aux Canadiens à l'extérieur du Canada		
Demande de passeport régulier présentée en personne à un bureau du gouvernement du Canada à l'étranger	20 jours ouvrables	96,39 %
Passeport temporaire	20 jours ouvrables	99,44 %
Titre de voyage d'urgence	20 jours ouvrables	98,86 %
Services aux non-Canadiens au Canada		
Certificat d'identité	20 jours ouvrables	94,81 %
Titre de voyage pour réfugiés	20 jours ouvrables	95,73 %

Services accélérés au Canada

Service	Norme de service	Résultats pour 2014-2015
Service urgent	Document prêt à la fin de la journée le jour ouvrable suivant	99,40 %
Service express	2 à 9 jours ouvrables	99,94 %
Service de retrait	10 jours ouvrables	99,78 %
Le jour même, en dehors des heures normales de service	Le jour même	97,18 %

Remarque : Les requérants qui présentent une demande de passeport en personne à un bureau de Passeport Canada peuvent être admissibles aux services urgent, express ou de retrait. Des droits supplémentaires s'appliquent.

ANNEXE E : RÈGLES D'ENGAGEMENT

(Formulaire obligatoire pour les participants)

L'un des principes fondamentaux du processus d'engagement de l'industrie est que celui-ci doit s'effectuer suivant les critères les plus rigoureux de justice et d'équité entre toutes les parties. Nulle personne ou organisation ne doit profiter ni donner l'impression d'avoir profité d'un quelconque avantage inhabituel ou injuste par rapport aux autres.

Dans le cadre du processus d'engagement de l'industrie, le gouvernement du Canada fournit de la documentation à tous les participants qui ont accepté les modalités du processus d'engagement et signé le document connexe (« participants »). Ce processus commence par la DR n° 1 et se termine lorsqu'une DP officielle ou un autre processus concurrentiel est communiqué aux fournisseurs qui se sont qualifiés dans le cadre du processus d'IQ, ou encore quand le gouvernement du Canada informe les participants que le processus d'engagement de l'industrie est terminé (« processus »).

Le gouvernement du Canada ne divulguera pas de renseignements exclusifs ou de renseignements de nature délicate sur le plan commercial aux autres participants ou à des tiers, sauf dans la mesure qui est prévue par la loi.

MODALITÉS

Les modalités ci-après s'appliquent au processus. Afin de favoriser le dialogue, les participants conviennent de ce qui suit :

- Discuter des différents points de vue concernant la solution de passeport électronique et fournir des solutions positives aux problèmes soulevés. Tous les participants auront l'occasion de faire part de leurs idées et de leurs suggestions;
- Autoriser le gouvernement du Canada à enregistrer les rencontres individuelles ou à prendre des notes à cette occasion, au cas où des éclaircissements s'avèreraient nécessaires;
- NE PAS révéler aux MÉDIAS ni aux JOURNAUX l'information sur les besoins en matière de passeport électronique pendant le processus d'engagement. Toutes les questions des médias doivent être transmises au Bureau des relations avec les médias de TPSGC, au 819-420-5501;
- Présenter leurs demandes de renseignements ou commentaires aux représentants autorisés du gouvernement du Canada seulement, comme il est mentionné dans les avis publiés périodiquement par l'autorité contractante. Toute communication faite à un représentant non autorisé du Canada pourrait faire l'objet d'une divulgation complète par le Canada sur *Achatsetventes*;
- Le gouvernement du Canada n'est pas tenu de publier quelque DP que ce soit, ni d'attribuer un quelconque contrat pour les besoins en matière de passeport électronique;
- Les modalités de la DP, si elle est publiée, sont laissées à la discrétion absolue du gouvernement du Canada;
- Le gouvernement du Canada ne remboursera pas les frais engagés par toute personne ou entité afin de participer au présent processus;
- Toutes les demandes de renseignements concernant la solution de passeport électronique doivent être adressées à l'autorité contractante;

- La participation n'est pas obligatoire. Les soumissionnaires qui ne participent pas au processus pourront présenter une soumission lors de l'IQ;
- Les participants qui refusent les modalités ou qui omettent de les signer seront exclus du processus;
- Toute information transmise au gouvernement du Canada en réponse au processus pourra servir au gouvernement du Canada pour l'élaboration d'une DP concurrentielle. Toutefois, le gouvernement n'est pas tenu de donner suite à quelque déclaration d'intérêt, ni d'en tenir compte dans aucun document connexe, notamment une DP;
- Le gouvernement du Canada peut divulguer le nom des fournisseurs qui décident de prendre part au processus;
- D'autres participants peuvent prendre part au processus à tout moment avant la date de clôture de l'IQ;
- Pour sortir des impasses, tout au long de la consultation, le processus de règlement des différends décrit ci-dessous doit être suivi :

Processus de règlement des différends

1. Dans le cadre de discussions officielles et de négociations de bonne foi, chaque partie doit faire tous les efforts raisonnables pour régler les différends et les réclamations ou pour mettre fin à des controverses découlant du processus d'engagement de l'industrie, ou qui sont liés d'une quelconque façon à celui-ci.

2. Tout différend entre les parties découlant du processus d'engagement de l'industrie ou lié d'une quelconque façon à celui-ci doit être réglé suivant la démarche décrite ci-dessous.

- a. Tout différend doit d'abord être soumis au représentant du fournisseur participant et au gestionnaire d'approvisionnement de TPSGC responsable de la gestion de l'engagement de l'industrie. Les parties disposeront de trois (3) jours ouvrables pour tenter de régler le différend;
- b. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2.a. ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au directeur de projet du fournisseur participant et au directeur principal de la direction de TPSGC responsable de la gestion de l'engagement de l'industrie. Les parties disposeront de trois (3) jours ouvrables pour tenter de régler le différend;
- c. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2.b. ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au vice-président du fournisseur participant et au directeur général du secteur de TPSGC responsable de la gestion de l'engagement de l'industrie. Les parties disposeront de trois (3) jours ouvrables pour tenter de régler le différend;
- d. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2.c. ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au président du fournisseur participant et au sous-ministre adjoint de la direction générale de TPSGC responsable de la gestion de l'engagement de l'industrie. Les parties disposeront de cinq (5) jours ouvrables pour régler le différend;
- e. Dans le cas où les représentants des parties indiqués au paragraphe 2.d ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, l'autorité contractante doit, dans les cinq (5) jours ouvrables, rendre une décision écrite qui doit comprendre une description détaillée du

Solicitation No. – N° de l'invitation
B7021-170031/A
Client Ref. No. – N° de réf. du client
B7021-170031

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier CCC No./N°
002xs B7021-170031

Buyer ID – Id de l'acheteur
002xs
CCC – FMS No./N° VME

différend et les motifs qui justifient la décision prise par l'autorité contractante. L'autorité contractante doit transmettre une copie signée de cette décision au fournisseur participant.

En signant le présent document, le répondant déclare avoir le pouvoir de lier le fournisseur participant mentionné ci-dessous et accepter en son nom et au nom de l'entreprise d'être lié aux modalités énoncées dans le présent document.

**Dénomination sociale du
fournisseur participant :**

Nom de la personne :

Téléphone :

Courriel :

Signature :

Date :

IMPORTANT : Les fournisseurs qui souhaitent participer au processus d'engagement de l'industrie sur la solution de passeport électronique doivent accepter et signer le présent formulaire obligatoire.

On demande aux participants de transmettre le formulaire rempli par courriel à l'adresse suivante :

michael.hradecky@tpsgc-pwgsc.gc.ca

ANNEXE F : FORMULAIRE D'INSCRIPTION AUX RENCONTRES INDIVIDUELLES

**Dénomination sociale du
fournisseur participant :**

Nom de la personne-ressource :

Titre :

Courriel :

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse postale :

Présence : Oui _ Non _

Participants :

Nom : Titre :

1.

2.

3.

Calendrier désiré des réunions

Veillez noter les périodes de rencontre qui vous conviendraient le mieux (à savoir 1^{er} choix = 1, 2^e choix = 2, etc.). Le moment de la rencontre sera déterminé selon le principe du premier arrivé, premier servi. On tentera de résoudre les conflits d'horaire; toutefois, l'autorité contractante se réserve le droit d'assigner le moment des rencontres à sa discrétion.

Le Canada préfère tenir des rencontres en personne mais les demandes de conférence vidéo ou en ligne seront considérées.

Jour 1 – Lundi, 12 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle A
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle B

Jour 2 – Mardi, 13 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle C
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle D

Jour 3 – Mercredi, 14 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle E
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle F

Jour 4 – Jeudi, 15 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle G
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle H

Jour 5 – Vendredi, 16 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle I
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle J

Jour 6 – Lundi, 19 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle K
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle L

Jour 7 – Mardi, 20 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle M
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle N

Jour 8 – Mercredi, 21 septembre 2016

Heure	Événement
De 9 h 30 à 11 h 30 (heure de l'est)	Rencontre individuelle O
De 13 h à 15 h (heure de l'est)	Rencontre individuelle P

Des rencontres individuelles peuvent être ajoutées au besoin.

Veuillez communiquer toute nécessité de prendre des dispositions particulières pour un participant lors d'une réunion (p. ex. personnes avec des besoins spéciaux).